

EPCC – Scène nationale du Grand Narbonne
CONSEIL D'ADMINISTRATION 2 DU 28/06/24

DELIBERATION N° 2024-20

**OBJET : MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DES SALAIRES DE DROIT
PRIVE ET DE LA DIRECTION ET DES EQUIPES INVITEES**

L'an deux mille vingt-quatre, le 28 juin, à 15h30, les membres du conseil d'administration de l'établissement public de coopération culturelle – Scène nationale du Grand Narbonne, se sont réunis à Narbonne, sous la présidence de Mme Emma BELLOTTI, sur une convocation en date du 14 juin 2024.

Etaient présents ou représentés avec voix délibérative :

Pour l'Agglomération du Grand Narbonne

- M. Bertrand MALQUIER, représenté par Mme Emma BELLOTTI ayant pouvoir
- Mme Emma BELLOTTI,
- Mme Christine DAUZATS,
- Mme Catherine GOUIRY,
- Mme Monique CHING,
- M. Bernard DEVIC,
- Mme Christine CHARPENTIER, représentée par Mme DAUZATS ayant pouvoir
- M. Alain FABRE,

Pour l'Etat

- M. Christopher MILES, représenté par M. Michel ROUSSEL, ayant pouvoir
- M. Michel ROUSSEL,
- M. Christian POUGET, représenté par M. Rémi RECIO, ayant pouvoir

Pour la Commune de Narbonne

- M. Yves PENET,
- M. Claude LEBESSOU,
- Mme Evelyne RAPINAT,

Pour le département de l'Aude

- M. Patrick FRANÇOIS,
- Mme Maria CONQUET, représentée par M. Jean-Luc DURAND suppléant ayant pouvoir

Pour les personnalités qualifiées

- Laure SERRANO,
- Michel SANTO,
- Vincent DOURLET,

Membres excusés :

- Mme Marie REVERDY,

Etaient invités (sans voix délibératives) :

- M. Fabien BERGES, M. Grégoire BRIANCON, M. Ghislain DUVERDIER, Mme Catherine SANZ, Mme Isabelle VANDERHOOFT, M. Eric MISSE, Mme Nathalie PIAT

Nombre de membres en exercice : 20

Nombre de membres présents ou représentés : 19

Exposé des motifs

Conformément aux lois N°2002-6 du 4 janvier 2002 et n°2006-723 du 22 juin 2006 relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle, et à son fonctionnement, Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L. 1431-1 et suivants et R. 1431-1 et suivants,

Vu l'arrêté du 25 avril 2024, du Préfet de Région, portant création de l'établissement public de coopération culturelle « SCENE NATIONALE DU GRAND NARBONNE » ;

Vu les statuts de l'EPCC dans ses articles 10 et 11 relatifs aux attributions du Conseil d'administration, du Président du conseil d'administration.

Attendu que le directeur de l'EPCC bénéficie d'un contrat de droit public,

Attendu que dans le cadre de l'exercice de leur mission, les salariés administratifs, techniques ou artistiques peuvent être amenés à engager des frais pour se déplacer (repas, frais de transport...), ou procéder à des invitations,

Attendu que dans le cadre de la programmation et des différentes activités culturelles, l'établissement est amené à inviter des artistes ou intervenants,

Attendu que dans le cadre de leur fonction les salariés peuvent bénéficier de tickets restaurants et que le montant de la prise en charge de ces derniers dépend de chaque établissement

Attendu que la mise en place d'une mutuelle est obligatoire et que sa prise en charge dépend de chaque établissement

Vote

Il est proposé au Président du Conseil d'Administration :

- De confirmer, conformément au code d'activité de l'établissement (Code NAF 9004Z) l'application des dispositions de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles (CCNEAC), pour les salariés de droits privés.
- D'approuver les dispositions suivantes pour les salariés de droit privé et pour le directeur :
 - o Que les modalités de remboursement des frais de déplacements et indemnités de séjour soient établies sur la base de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles et que le remboursement ait lieu sur justificatif, sur la base d'un ordre de mission signé par le directeur de L'EPCC ou son représentant.
 - Les modalités de remboursement sont les suivantes :
 - Frais kilométriques remboursés au barème fiscal en vigueur
 - Frais de repas et péage sur production de justificatifs détaillés
 - Frais de parking, sur production d'un ticket de stationnement
 - Frais de déplacements (SNCF, avion, hôtel...) sont remboursés aux frais

réels, sur présentation de justificatifs.

•Frais de remboursements d'achats faits par chaque salarié pour le compte de l'EPCC, pour l'exercice de sa mission et validés par le directeur sur présentation de justificatifs.

- Que les frais engagés par un salarié dans l'exercice de ses missions, ayant fait l'objet de validation initiale par le directeur ou son représentant, puissent lui être remboursés sur présentation d'une note de frais. Il s'agit des invitations au restaurant ou au café ou dans tout lieu équivalent que le salarié serait amené à engager au bénéfice de tout tiers lié à l'activité de l'établissement.
 - Qu'une avance de 60% puisse être versée à tout salarié missionné pour un projet de l'EPCC, dans la mesure où il avance par ses propres moyens les frais de cette mission, sur la base d'un ordre de mission évalué. Cette modalité s'applique à l'ensemble des salariés de droit privé et de droit public.
- D'approuver pour les intervenants ou artistes invités la disposition suivante :
 - Que les modalités et le calcul des avances ou remboursement des frais de déplacements et indemnités de séjour soient établis au frais réel sur la base d'une tarification SNCF de 2d classe et de classe économique pour l'avion. Ces remboursements se feront sur justificatifs et sur la base d'une invitation et une note de débours.
 - D'approuver les dispositions suivantes pour les salariés de droit privé et pour le directeur :
 - Que des tickets restaurants soient attribués aux salariés de l'EPCC pour les jours travaillés
 - Que la prise en charge de ces tickets restaurant varie entre 50 et 60% en fonction du nominal. Le montant de la prise en charge sera décidé par le directeur dès lors que le budget de l'EPCC comprend cette dépense.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration

DECIDENT

Article 1 :

De confirmer, conformément au code d'activité de l'établissement (Code NAF 9004Z) l'application des dispositions de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles (CCNEAC), pour les salariés de droits privés.

Article 2 :

- D'approuver les dispositions suivantes pour les salariés de droit privé et pour le directeur :
 - Les modalités de remboursement des frais de déplacements et indemnités de séjour sont établies sur la base de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles et que le remboursement a lieu sur justificatif, sur la base d'un ordre de mission signé par le directeur de L'EPCC ou son représentant.
 - Les modalités de remboursement sont les suivantes :
 - Frais kilométriques remboursés au barème fiscal en vigueur
 - Frais de repas et péage sur production de justificatifs détaillés
 - Frais de parking, sur production d'un ticket de stationnement
 - Frais de déplacements (SNCF, avion, hôtel...) sont remboursés aux frais

réels, sur présentation de justificatifs.

•Frais de remboursements d'achats faits par chaque salarié pour le compte de l'EPCC, pour l'exercice de sa mission et validés par le directeur sur présentation de justificatifs.

- o Les frais engagés par un salarié dans l'exercice de ses missions, ayant fait l'objet de validation initiale par le directeur ou son représentant, peuvent lui être remboursés sur présentation d'une note de frais. Il s'agit des invitations au restaurant ou au café ou dans tout lieu équivalent que le salarié serait amené à engager au bénéfice de tout tiers lié à l'activité de l'établissement.
- o Une avance de 60% peut être versée à tout salarié missionné pour un projet de l'EPCC, dans la mesure où il avance par ses propres moyens les frais de cette mission, sur la base d'un ordre de mission évalué. Cette modalité s'applique à l'ensemble des salariés de droit privé et de droit public.

Article 3 :

D'approuver pour les intervenants ou artistes invités que les modalités et le calcul des avances ou remboursement des frais de déplacements et indemnités de séjour sont établis au frais réel sur la base d'une tarification SNCF de 2d classe et de classe économique pour l'avion. Ces remboursements se feront sur justificatifs et sur la base d'une invitation et une note de débours.

Article 4 :

D'approuver les dispositions suivantes pour les salariés de droit privé et pour le directeur :

- Des tickets restaurants sont attribués aux salariés de l'EPCC pour les jours travaillés
- La prise en charge de ces tickets restaurant varie entre 50 et 60% en fonction du nominal. Le montant de la prise en charge sera décidé par le directeur dès lors que le budget de l'EPCC comprend cette dépense.

Fait et délibéré à Narbonne le, 28/06/2024

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

La Présidente de l'EPCC « Scène nationale du Grand Narbonne »
Mme Emma BELLOTTI

